

L'Europe danubienne en 1945 : gérer l'après-guerre

7

Problématique

Comment, avant même la fin du conflit, l'Europe danubienne va-t-elle se retrouver le théâtre des enjeux d'après-guerre ?

Introduction

Sept mois. C'est le temps qui sépare l'explosion de la seconde bombe atomique américaine à Nagasaki. Les trois grandes conférences de paix ont été tenues, la première à Téhéran en 1943, la seconde à Yalta en février 1945 et la dernière à Postdam en juillet. De ces conférences, l'on retiendra la Déclaration sur l'Europe Libérée et le refus politique de scinder l'Europe et le monde en deux camps. Ces volontés seront réitérées à Postdam où l'Esprit de Yalta semble avoir survécu aux turpitudes de la fin du conflit. La Conférence de San Francisco en juin fonde l'ONU et marque de fait le début d'une nouvelle ère dans les relations internationales.

De Nagasaki à Fulton, s'écoule presque autant de temps qu'entre Yalta et Postdam. Un intervalle temporel suffisant pour voir un conflit se substituer à un autre et la guerre mondiale laisser place à la guerre des blocs. Sept mois, une période bien trop courte pour permettre aux débris des systèmes d'alliance de 1939 de se reformer en deux immenses zones d'influences qui devront s'opposer ensuite pendant près de 50 ans. Les prodromes de la Guerre Froide sont donc à chercher antérieurement à la fin de la guerre dans le Pacifique, ou même avant la capitulation de l'Allemagne.

Dès 1943 mais surtout à partir de 1944, l'Europe danubienne va se retrouver au centre d'un processus de discussions et de négociations entre les puissances Occidentales alliées et l'URSS. La question de l'occupation de la région après la guerre va ainsi donner lieu à de nombreux débats et accords, officiels ou officieux, qui aboutiront éventuellement au tracé du rideau de fer et à la formation de deux blocs antagonistes.

I. L'année 1944 : la Grande-Bretagne et l'URSS face à la question danubienne

A. L'expansion soviétique et l'esquisse militaire de la division de l'Europe

L'année 1944 est une date clé. Elle se caractérise non seulement par les dernières grandes offensives alliées mais également par les premiers débats et les premières conversations sur la paix entre les deux grandes puissances activées du camp allié.

C'est en cette année 1944 que les deux pays qui domineront le monde durant la Guerre froide démontrent toute la mesure de leur puissance militaire. À l'Est, c'est un véritable rouleau compresseur soviétique qui va faire reculer lentement mais sûrement les troupes de la Wehrmacht en Ukraine puis en Biélorussie et en Pologne, et ce, jusqu'à la Vistule, en juillet 1944.

Staline va profiter de ces victoires pour commencer à construire son glacis protecteur. L'Armée Rouge entre en Roumanie en août 1944 et prend Bucarest le 19 septembre. Elle imposera un armistice 12 jours plus tard. La Bulgarie, qui est une nation slave, avait été le seul des pays alliés de l'Axe à refuser d'entrer en guerre avec l'URSS. De fait, le 5 septembre, Staline a dû lui déclarer la guerre pour ensuite l'envahir aussitôt et signer un armistice avec elle le 28 octobre. En Hongrie, le « Régent » Horthy tentait de se dégager de l'alliance avec l'Allemagne depuis plusieurs mois – ce qui d'ailleurs lui avait valu une intervention de la Wehrmacht en mars 1944. Dès octobre 1944, l'armistice est signé avec Moscou. L'annonce radio provoquera l'arrestation par les Allemands d'Horthy et l'installation au pouvoir d'un gouvernement fasciste et collaborationniste, avec à sa tête Szalasi et le parti des Croix Fléchées. Ils feront de Budapest une sorte de camp retranché et après quatre mois de siège, signeront l'armistice avec les Hongrois et l'Union soviétique le 20 janvier 1945.

Les armistices passés avec les Pays d'Europe danubienne seront également signés par des représentants du Royaume-Uni et des États-Unis. Les frontières de 1940 sont rétablies, à l'exception des frontières hongroises qui sont ramenées à ce qu'elles étaient en 1937. Avant même les conférences de paix, les Soviétiques récupéreront par ces annexions un certain nombre de territoires : la Bessarabie et la Carélie, mais surtout dans cette région d'Europe : la Bucovine du Nord en Roumanie.

Lorsque les Soviétiques arrivent en Slovaquie, ils ne considèrent pas le pays comme un satellite du Reich mais comme partie intégrante d'un État tchécoslovaque dont le gouvernement s'est réfugié à Londres sous le gouvernement en exil de Benès. Ce dernier conclut une alliance avec Staline et contrairement aux événements survenus en Pologne quelques mois auparavant, il n'impose pas d'autorité concurrente sur le terrain. Cependant, Benes apprendra par la suite qu'à la fin de l'année 1944, les Soviétiques avaient mis en place une importante campagne de propagande auprès de la population en Ruthénie pour qu'elle demande son rattachement à l'Ukraine, qui fait partie du giron soviétique.

B. Churchill face à la Question Yougoslave

En 1944, on trouve en Yougoslavie deux organisations résistantes. L'une d'entre elle est dirigée par les communistes et la seconde par un gouvernement en exil où dominent des éléments réactionnaires. Churchill rapidement, décide de miser sur Tito. Il voit en lui un barrage stratégique en vue d'endiguer le flot communiste après guerre. Dès 1943, lors de leur rencontre au Caire, à son retour de la Conférence de Téhéran, Churchill déclarera à Pierre II de Yougoslavie que le Maréchal, chef des partisans « *was his man* ». Le roi de Yougoslavie en compagnie de quelques hommes fidèles essaiera par la suite de faire main mise sur deux avions anglais pour rejoindre son pays avec un émetteur radio et des armes. Son plan fut cependant découvert et l'ambassadeur du Royaume-Uni menaçait même de faire interner ses ministres.

L'insistance du Royaume-Uni, à partir du printemps 1944, devient plus pressante. Les Américains se joignent à l'effort diplomatique anglais et forcent le roi Pierre II à destituer Mihailovitch de son poste de ministre de la Guerre du gouvernement en exil, et à remplacer le premier ministre Pouritch par Choubachitch. Au mois de juin 1944, Churchill organise une entrevue entre le *ban* de Croatie et Tito. Le 16 juin, ils passent un accord qui invite tous les combattants de la résistance yougoslave à rejoindre l'armée des partisans du

Maréchal Tito. Ce dernier déclare alors qu'il ne posera pas la question du régime tant que le conflit durera. Il est néanmoins entendu qu'un gouvernement unique devrait être constitué. Deux titistes entrent aussitôt dans le cabinet en exil.

Deux mois plus tard, Tito rendait visite à Churchill en Italie, à Naples. Tout au long de l'entrevue il fut suivi par deux gardes du corps lourdement armés qui se tinrent derrière lui d'un bout à l'autre du dîner que lui offrait Churchill. Ce comportement ne fut pas du goût du premier ministre britannique. Cette attitude découle de l'entrevue intervenue à Moscou entre Staline et Tito quelques mois auparavant où le dirigeant soviétique l'avait alors mis en garde : « Les Anglais sont capables de tout. Voyez comme ils ont fait disparaître le général Sikorski ». La conversation ne fut donc pas bonne. Tito s'oppose en bloc au retour du Roi. Il revendique la ville italienne de Trieste et la péninsule d'Istrie. Il manifeste également son hostilité quant à l'opération menée par les Britanniques et les Américains contre Vienne et la trouée de Ljubljana préconisée alors par Churchill. Il refuse par ailleurs de s'engager publiquement à ne pas établir le communisme en Yougoslavie après la guerre. Il n'est même pas certain qu'il n'ait promis en privé comme l'avait alors soutenu Churchill. Celui-ci écrira une note à Anthony Eden, son ministre des Affaires étrangères dans lequel il se demande s'il n'avait pas eu tort de donner au Maréchal tous les moyens de contrôler la Yougoslavie après guerre. Eden qui avait toujours nourri des doutes sur la politique de Churchill à l'encontre de Tito, lui a alors répondu que l'évolution de la situation dépendrait de l'attitude de l'Union soviétique.

Trois semaines après l'entrevue de Naples, Tito quitte l'île croate de Vis sans prévenir aucun de ses interlocuteurs diplomatiques, pour se rendre à Moscou. L'inquiétude des Anglais va être d'autant plus importante que le Grand Quartier Général Russe annonce que le Maréchal Tito agissant en tant que *Président du Comité central national et commandant en chef de l'armée de libération*, avait autorisé l'entrée de l'armée Rouge en Yougoslavie, ce qu'elle fit d'ailleurs au début du mois de septembre.

Cela ne doit pas néanmoins masquer les divergences importantes qui subsistent entre Tito et Staline qui l'enjoignait à remettre un roi à la tête du pays. Tito déclarera par la suite : « Le sang me monta à la tête. Je me maîtrisai cependant et lui déclarai que c'était impossible que le peuple se révolterait, qu'en Yougoslavie le roi personnalisait la trahison [...] Staline m'écouta en silence puis me dit brièvement : Tu n'as pas besoin de le restaurer pour toujours. Reprends le momentanément et à la première occasion poignarde le tranquillement dans le dos ».

info en +

L'Est comme l'Ouest se sont donc affrontés indirectement sur la question Yougoslave dans le but d'obtenir les faveurs de Tito, projeté à la tête de la Yougoslavie par l'effort diplomatique anglais.

Ainsi, dès 1944, l'Europe danubienne apparaît bel et bien au cœur des enjeux immédiats d'après guerre. Réaliste et opportuniste, Staline profite de son avancée vers l'Est pour installer des positionnements militaires dans tous les pays de la Région en vue de la formation d'un futur Glacis. Churchill voit quant à lui en Tito – à tort ou à raison – une importante carte à jouer afin de contenir l'avancée du communisme dans la région danubienne. D'où son implication diplomatique et personnelle autour de la question Yougoslave. Le tournant 1944-1945, va renforcer l'enjeu stratégique de la région. Des discussions et des négociations vont s'enclencher entre les forces de l'Est et de l'Ouest non pas en vue de la paix mais dans l'optique de l'occupation immédiate de l'Europe après-guerre.

II. L'Europe danubienne au cœur des enjeux d'après guerre

A. La « diplomatie des pourcentages » avant Yalta

Alors que les États-Unis et l'Union soviétique parviennent à marquer des points à l'issue des conférences préparant l'après-guerre, notamment à Téhéran en 1943, l'Angleterre réussit également à tirer son épingle du jeu, notamment au regard de la progression de l'Armée Rouge dans l'Europe danubienne. Ils savent qu'ils ne peuvent pas militairement, ni même politiquement contrecarrer cette avancée. En effet la proposition des Britanniques de mettre en place des fédérations en 1943 avait d'ors et déjà été refusée par les Russes. C'est pourquoi les Russes accepteront mal que les Anglais, le ministre des Affaires étrangères Belge Jean Paul Spaak, ou le général de Gaulle commencent à esquisser de manière unilatérale des velléités de construction européenne à l'Ouest. Les Soviétiques y voient en effet la tentative de construction d'un bloc occidental anticommuniste et antisoviétique. Mais surtout ils craignent que la formation de ce bloc à l'Ouest ne justifie par la suite celle d'un autre bloc en Europe danubienne, brisant du même coup la volonté de Staline d'établir un glacis protecteur dans cette région.

Churchill décide donc de profiter de son entrevue avec Staline entre les 9 et 18 octobre 1944 pour tenter de sauver parmi les petits pays d'Europe danubienne ceux qui lui semblent être d'un intérêt vital pour la puissance de la Grande-Bretagne – autrement dit ceux qui disposent d'un accès à la mer Méditerranée. Cette conférence se tiendra à Moscou, en l'absence de Roosevelt, qui se trouve alors en pleine campagne électorale.

Un premier arrangement avait été esquissé le 5 mai 1944 entre Eden et l'ambassadeur Soviétique Gusev. Il lui avait alors dit « Laissez nous les mains libres en Grèce, nous vous laisserons la Roumanie ». Le ministre des Affaires étrangères Britannique avait d'ailleurs obtenu un accord de principe le 18 mai à condition que Roosevelt accepte également ce compromis. Or cette amorce du partage des Balkans en zone d'influence a été passablement mal accueillie par les Américains. Ce à quoi Churchill répliqua que de toute façon ni son pays, ni les États-Unis ne disposaient de troupes en Roumanie et que les Russes y seraient probablement intervenus unilatéralement.

B. Des conférences de paix au rideau de fer : l'Europe danubienne occupée au cœur des enjeux d'après-guerre

La conférence de Yalta se tient en URSS entre les 4 et 11 février 1945. Il s'agit après Téhéran de la deuxième grande réunion des dirigeants des trois grandes puissances encore en guerre du côté Alliés. Pour beaucoup, elle restera synonyme de partage de l'Europe et de dangereuses concessions accordées à un Staline déterminé face à un Président Roosevelt malade. Toutefois, il faut également et peut être surtout considéré Yalta comme l'aboutissement de discussions déjà entamées, mais surtout d'un « Esprit » resté fameux et que l'on peut décrire comme la volonté d'organiser l'espace mondial sur des bases d'entente et de coopération. Autrement dit : échapper à la Division de l'Europe et du monde en deux.

Staline sortira vainqueur de cette conférence non pas tant par les négociations de Yalta mais plutôt grâce au contexte de février d'après guerre. L'Armée Rouge a en effet des positions militaires dans tous les pays d'Europe danubienne. Prête à lancer l'assaut final, l'URSS a désormais la maîtrise quant à l'avancée par rapport aux Américains sur

le territoire allemand et donc un avantage géopolitique tel qu'il lui permet de mettre Roosevelt en position de demandeur. Elle a donc su profiter du contexte particulier de la fin de la guerre pour obtenir les premiers éléments de la mise en place de son glacis.

La Conférence de Yalta accouchera également de la Déclaration sur l'Europe libérée qui veut que dans l'ensemble des pays libérés en Europe – et donc dans la région danubienne – soient mis en place des gouvernements provisoires et que soient organisées des élections libres.

Après la signature de la Charte de San Francisco qui met en place l'ONU le 26 juin 1945, les événements militaires s'emballent. Face à l'avancée soviétique en Europe danubienne, le Général Montgomery et Churchill se mettent d'accord pour lancer au plus vite et le plus loin possible les armées anglo-américaines vers l'Est. La méfiance envers l'URSS est en effet montée d'un cran, après les événements survenus en Roumanie qui démontrent que Staline n'entend pas respecter la Déclaration sur l'Europe libérée, issue de Yalta. Alors que la guerre est encore en cours sur les deux fronts, Roosevelt et son successeur Truman, en accord avec le général Eisenhower, décident néanmoins de respecter les zones d'influence et d'occupations établies lors de la Conférence de Yalta.

Les Soviétiques pénètrent dans Vienne le 13 avril 1945 et installent à un gouvernement provisoire qui laisse à penser que l'esprit de Yalta n'est pas encore mort. Cependant si en Autriche, mais aussi en Tchécoslovaquie, la Déclaration sur l'Europe libérée semble à peu près respectée, en Roumanie et en Bulgarie, les accords de Yalta sont littéralement bafoués. Par peur de se retrouver isolé face à la puissance américaine, anticommuniste et face à une Europe occidentale qui a remis la France sur le devant de la scène, le réalisme de Staline va prévaloir sur tous les accords diplomatiques. Face à cette situation, Churchill réclamera une nouvelle conférence afin d'éviter que Staline ne s'installe trop fortement en Europe orientale et danubienne. Dans un télégramme adressé au président Truman le 12 mai 1945 il rédigera cette phrase historique : « Un rideau de fer s'est abattu sur le front soviétique. Nous ignorons ce qui se passe derrière. » Il réitérera ces propos lors de son discours du 5 mars 1946 à Fulton : « Derrière ce rideau se trouvent toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia. »

Conclusion

Dès 1944, l'Europe danubienne se place bel et bien au cœur des enjeux d'après-guerre. L'on peut trouver les racines de cette situation dans l'expansion militaire soviétique vers l'Est ainsi que l'occupation militaire de l'ensemble des pays du Danube mais aussi dans la volonté de Churchill de porter Tito à la tête de la Yougoslavie afin de faire barrage au flot du communisme. L'occupation de la Région dans la période de l'immédiate après-guerre va également devenir une question clé entre les Alliés de l'Ouest et de l'Est. L'enjeu pour l'Ouest était de faire en sorte que ces négociations n'aboutissent pas à un partage effectif de l'Europe. Pour les Soviétiques, il s'agissait de négocier une présence militaire majoritaire dans ces pays au sortir de la guerre, afin de pouvoir par la suite constituer un glacis protecteur. Dans la plupart des pays d'Europe danubienne, les élections libres ne seront jamais tenues et des gouvernements communistes satellite du PCUS seront projetés à la tête des États.

Chronologie

- 16 juin 1944** : Entrevue Tito-Churchill.
- Septembre 1944** : armistice avec Roumanie.
- 9-18 octobre 1944** : Accords des pourcentages.
- 28 octobre 1944** : armistice avec la Bulgarie.
- Octobre 1944** : armistice avec la Hongrie.
- 11-14 février 1945** : Conférence de Yalta.
- 26 juin 1945** : Conférence de San Francisco.
- Juillet 1945** : Conférence de Postdam.
- 12 mai 1945** : Télégramme de Churchill à Truman.
- 5 mars 1946** : Discours de Fulton

La « stratégie américaine » en Amérique latine, du traité de Versailles (1919) au pacte de Rio (1947)

2

Problématique

Comment les États-Unis ont-ils utilisé leur influence sur l'Amérique latine pour devenir et demeurer l'élément incontournable du continent sud-américain dans un contexte de grands bouleversements internationaux qui s'étendit de 1919 à 1947 ?

Introduction

De par sa proximité géographique, il paraît naturel de penser que l'Amérique latine a toujours été le partenaire privilégié des États-Unis. Longtemps, toutefois, ce pays a préféré se concentrer sur ses relations avec l'Europe, ignorant le reste du continent alors sous le joug espagnol. Dès 1823, pourtant, cette position change, et les États-Unis, par la voix du président Monroe, exposent leur vision des relations avec l'Amérique latine. Dans un contexte de décolonisation, ceux-ci affirment leur opposition à une réinstallation des élites européennes sur le continent. Selon l'historien Stephen Launay, « depuis leur fondation, les États-Unis ont posé les termes de leur position politique et géopolitique en champions de l'anticolonialisme européen et en défenseurs d'une autre Histoire ». La doctrine Monroe, concernant l'Amérique latine, consiste peu ou prou à théoriser la domination des États-Unis sur celle-ci : l'Europe doit s'en désintéresser, et quiconque s'attaquerait à l'Amérique latine s'attaquerait également à son protecteur – les États-Unis. Cet impérialisme américain en Amérique latine a connu de nombreuses fluctuations : d'abord essentiellement économique, cet impérialisme est progressivement devenu politique – remettant en cause la tradition isolationniste des États-Unis.

I. Quel impérialisme triomphant, de 1919 à la Seconde Guerre mondiale ?

A. Une volonté d'un « cercle d'influence » propre après la Première Guerre mondiale

Au sortir de la Première Guerre mondiale, les États-Unis s'affirment comme « la » grande puissance du monde. Ils sortent de cette guerre sans destruction matérielle, contrairement aux pays européens ; et, si les pertes humaines ne sont pas négligeables, elles n'ont rien de commun avec celles des autres pays. Au contraire, les États-Unis sont, en 1919, renforcés. Grâce à la guerre, ils sont devenus les créanciers du monde : l'Europe leur est désormais inféodée du fait du joug de l'argent. De plus, ils ont gagné une image de sauveurs de la démocratie, de « gendarme du monde » qui va se développer durant l'entre-deux-guerres et se confirmer en 1945. Les États-Unis sont « le sauveur providentiel », ce qui les met dans une excellente disposition pour exporter leur culture et leurs idées.

Le président de l'époque, Woodrow Wilson, est un démocrate acharné, dont les principes démocratiques tendent vers l'internationalisation. En effet, celui-ci pense que les États-Unis ont un droit, voire même un devoir, d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État et d'enfreindre sa souveraineté dans le but de lui amener la « démocratie à l'américaine » ; les gouvernements issus de révolutions, comme il y en eut beaucoup en Amérique du Sud, ne comptant évidemment pas comme des démocraties valables. Cette doctrine amène Wilson à penser que l'interventionnisme est une arme à part entière dans la politique étrangère américaine, et que l'immixtion est justifiée dès lors qu'il s'agit d'apprendre aux États supposément moins avancés que les États-Unis à choisir de bons gouvernants (« *to elect good men* »). En pratique, l'intervention états-unienne a plus souvent renforcé, solidifié des régimes autoritaires déjà existants, mais concourants aux intérêts américains, qu'instauré une véritable démocratie. On constate que les interventions militaires en Amérique latine ont été deux fois plus nombreuses sous les deux mandats de Wilson que sous ceux de T. Roosevelt (1901-1909) et Taft (1909-1913) réunis. Malgré toute sa volonté, Wilson ne parvient pourtant pas à faire adopter l'une de ses grandes idées qu'est la Société des Nations. En effet, après la rédaction du traité de Versailles, le Congrès américain refuse de ratifier ce dernier, pour toutes sortes de raisons, la principale étant une vieille tradition isolationniste. Les États-Unis ne rejoignent donc pas la SDN, l'affaiblissant ainsi ; mais il s'agit surtout de constater une chose : au cours de cette guerre, ils ont acquis une telle puissance qu'ils peuvent se dispenser de ce luxe. Ils font eux-mêmes leur politique et ont le moyen de l'imposer aux autres pays.

B. En pratique : un interventionnisme forcé

En 1919, les États-Unis ont une présence militaire dans de nombreux pays latino-américains. C'est le cas par exemple pour Haïti et la République Dominicaine, qui furent respectivement envahies en 1914 et 1916, simplement parce que ces États étaient endettés vis-à-vis de Washington et qu'il était facile d'y intervenir. Les relations économiques constituent souvent un bon prétexte à l'interventionnisme – en vertu du corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe, qui stipule qu'une intervention sera justifiée en cas d'« action chronique malencontreuse » (comme le non-paiement des dettes). De fait, force est de constater que l'implication des Américains dans l'économie latino-américaine est extrêmement importante : les États-Unis sont le premier partenaire commercial de ces pays. Ils tentent notamment de mettre la main sur les matières premières de la région.

L'Amérique centrale est considérée par les États-Unis comme une sorte d'« arrière-cour » de leur territoire, arrière-cour dans laquelle aucun désordre ne pouvait être toléré et devait même être sévèrement réprimé. Ainsi, tous les moyens sont bons. Deux politiques prévalent à l'époque : la diplomatie du dollar, qui consiste à se servir de l'économie pour étendre sa domination sur un pays, et la doctrine du « *Big stick* » : parler peu et taper fort. Ainsi, l'idée est largement répandue que les États-Unis seraient intervenus lors de la révolution mexicaine avant tout pour protéger les 900 millions de dollars d'investissements faits dans la région. En 1928, toutefois, intervient la première véritable remise en cause de la doctrine Monroe : il s'agit du mémorandum Clark, qui rappelle que la doctrine Monroe avait été énoncée dans le but de réguler les relations entre les États-Unis et les puissances européennes, et ne devait donc pas s'appliquer aux relations entre les pays du continent américain.